

au sommet entre les organisations (en particulier les rencontres locales, nationales ou par branches de militants ouvriers), des activités communes ou concertées dans les syndicats, le mouvement des femmes, la jeunesse, le mouvement antimilitariste.

Par sa place dans l'extrême-gauche, le P.S.U. a des responsabilités particulières à cet égard. La L.C.R., quant à elle, prendra les siennes et fera tout pour la réussite d'une telle démarche.

Car il faut dire clairement que nous devons viser plus haut et plus loin que les alliances tactiques et les coopérations méfiantes. Sur la base d'un débat préalable sur la stratégie révolutionnaire et la destruction de l'Etat bourgeois, sur la caractérisation de l'Union de la gauche et la tactique face aux réformistes, et d'une pratique écartant tout esprit de secte, c'est à la construction d'une organisation révolutionnaire commune qu'il faut viser. Sans précipitation, sans confusion, sans compromis fragiles ni ambiguïtés, mais résolument. Parce que c'est un instrument nécessaire aux tâches qui nous attendent et que les conditions mûrissent pour faire un pas décisif en ce sens.

IV. - LES PRIORITÉS POUR NOTRE ACTION

21.

L'économie française est, comme nous l'avons vu, entrée dans une période de récession plus profonde et durable que les précédentes. Face à la crise, les positions du P.C. et du P.S. sont sensiblement différentes. Selon le P.C., la crise n'est que le résultat de la mainmise des grands monopoles sur « l'économie nationale ». L'application du Programme commun et notamment une relance de la demande intérieure, grâce à une hausse du pouvoir d'achat suffiraient, en théorie, à redresser la situation économique. Le P.S., par contre, essaie d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme capable de gérer la crise en proposant des mesures de stabilisation qui visent à faire supporter la crise à la classe ouvrière. En effet, les seuls remèdes à la situation actuelle dans le cadre des rapports de production capitaliste et dans le cadre de sa dimension internationale, consistent à faire pression sur les salaires et à éliminer les entreprises peu rentables, tout en renforçant la capacité concurrentielle des autres entreprises. Dans le cas d'un gouvernement de l'Union de la gauche, il est évident que le P.C., du fait de son implantation, souffrirait beaucoup plus que le P.S. de la mise en œuvre d'une telle politique.

La période 1969-1974 avait été principalement marquée par l'attaque au niveau économique des secteurs « marginaux » de la classe ouvrière (petites entreprises, distribution, banques, fonction publique, etc.), phénomène lié aux nécessités de restructuration ponctuelle de l'économie française ; les secteurs les plus importants de la classe ouvrière (métallurgie, chimie, etc.) ayant au contraire relativement bénéficié (pouvoir d'achat, emploi) de la forte expansion de ces branches.

Le tournant économique qui s'opère aujourd'hui fait que ces « centraux » vont être eux aussi progressivement touchés par la récession. C'est désormais l'ensemble de la classe ouvrière qui va avoir à faire face à une attaque de la bourgeoisie, aussi bien au niveau de son pouvoir d'achat (limitation des augmentations de salaires face à une inflation importante) qu'à celui de l'emploi (augmentation massive du chômage dans la quasi totalité des branches industrielles, et ce pour une période assez longue). Pour la première

fois depuis 1967, les conditions objectives sur le plan économique se réunissent pour :

- l'entrée en lutte des secteurs les plus importants de la classe ;
- la généralisation des luttes pour la satisfaction des revendications ouvrières.

22.

Contre la vie chère et le chômage, unité des travailleurs, généralisation et centralisation des luttes !

Le gouvernement s'est montré incapable de freiner la hausse vertigineuse des prix. Les trusts multinationaux et les patrons se battent avec acharnement pour préserver leurs profits. L'inflation entame le pouvoir d'achat des travailleurs. Pour garantir et améliorer le pouvoir d'achat, il faut :

- 1 700 F minimum pour les salaires et 200 F d'augmentation pour tous ;
- l'échelle mobile des salaires, des pensions et des retraites, applicable mensuellement sur la base des indices des organisations ouvrières syndicales ;
- la suppression des taxes à la consommation et, au premier chef, de la T.V.A., gabelle de notre temps ! L'impôt fortement progressif sur la fortune !

Les chiffres officiels annoncent pour la fin 1974, plus de 700 000 chômeurs déjà. Il y en a bien davantage si l'on ajoute tous les chômeurs camouflés, les jeunes sans emploi, les emplois à temps partiel. La situation est pire encore aux Etats-Unis et dans les autres pays d'Europe. Les fermetures de Titan Coder, des Tanneries d'Annonay, les licenciements de La Néogravure en annoncent bien d'autres. Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la gabegie et du chaos capitalistes. Les Lip ont montré la voie !

- Non aux licenciements ! Non aux démantèlements ! Non à la privatisation du secteur public et nationalisé ! Droit de veto sur les licenciements !
- Réduction des cadences ! Semaine de 35 heures ! Echelle mobile des heures de travail : partage du travail entre toutes les mains et les cerveaux disponibles, sans diminution de salaires ! Formation professionnelle pour tous prise sur le temps de travail !

La satisfaction de ces revendications est possible. Les moyens en existent. Les travailleurs peuvent le vérifier en imposant le contrôle ouvrier sur la production :

- contrôle des stocks et des carnets de commandes ;
- ouverture des livres de comptes ; veto ouvrier sur les licenciements ; contrôle ouvrier sur la production ;
- expropriation, c'est-à-dire nationalisation sans indemnité ni rachat de tous les grands trusts industriels, condition indispensable à une planification démocratique de l'économie au service des besoins des travailleurs !

Pour faire face au mécontentement des travailleurs, le pouvoir et le patronat spéculent sur la division des travailleurs, sur la discrimination entre les sexes, les nationalités et les races.

- A travail égal : salaire égal, statut égal !
- Mensualisation immédiate pour tous et titularisation des personnels auxiliaires ! Suppression des négriers modernes !
- Contre tout contrôle de l'immigration ; contre tout statut spécifique qui maintienne une division entre travailleurs français et immigrés ; mêmes droits politiques, syndicaux et sociaux pour tous les travailleurs, sans distinction de nationalité ni de race.
- Ouverture immédiate des frontières ! Abrogation de la circulaire